

Rock Internet Blues : quoi de neuf depuis 2020 ? Daniel Pimienta & Luis German Rodriguez, Février 2023

Notre participation au Séminaire « *Social Media and Digital Services: Business, Innovation, Sustainability* », organisé à Genève par la Chaire Unesco de l'université de Strasbourg et l'université de Genève est l'occasion de faire le point sur les évolutions depuis la publication en 2020 de « Rock Internet Blues »¹.

Nous allons tenter d'identifier les évolutions positives et négatives en ce qui concerne les thèmes traités dans cet article.

Évolutions positives

- La conscience des problèmes posés a fait son chemin dans la société :
 - En premier, les thèmes traités, en particulier les risques posés pour les démocraties par l'évolution de l'Internet, des technologies de l'information et la communication et des réseaux sociaux **sont devenus prégnants** et occupent de plus en plus les médias traditionnels et numériques et les publications académiques.
 - C'est par contre moins vrai de l'analyse posée qui rendait le **modèle de financement basé sur la publicité** et les données personnelles des utilisateurs comme le facteur essentiel qui a provoqué en cascade toute les dérives socio-économiques et politiques de l'Internet. Cependant, cette analyse, mentionnée comme *économie des données*, apparaît de plus en plus fréquemment aujourd'hui dans les publications expertes, même si elle n'est pas encore divulguée vers le grand public².
 - Notre travail, qui mettait en cause globalement le secteur société civile de la gouvernance de l'Internet pour sa myopie vers le secteur des Géants Technologiques (GTs) dans la période de gestation de cette évolution (2010-2014), avait été mal reçu par beaucoup de collègues ; depuis lors, de plus en plus d'entre eux partagent, d'une manière ou d'une autre, la vision de l'article, même si leur expression est moins tranchante.
- Des réponses concrètes commencent à être apportées, en particulier en provenance de l'Union Européenne (UE) :
 - Les GTs sont de plus en plus sous l'œil critique des autorités européennes et des mesures très structurées ont été prises pour le contrôle des données des utilisateurs : le règlement européen sur la protection des données (RGPD) s'est imposé comme une mesure incontournable pour les GTs et, pour la première fois, l'UE a pris un leadership dans le monde de l'Internet et s'est dotée d'un mécanisme obligeant les GTs. Le règlement se conjugue en *législation sur le marché numérique* (DMA pour le sigle anglais³), qui vise spécifiquement les GTs, et *législation sur les services numériques* (DSA pour le sigle en anglais⁴) qui apporte de nouvelles obligations pour les sociétés de réseaux sociaux et de plateformes numériques.

¹ <https://funredes.org/RockInternetBlues>

² <https://onezero.medium.com/the-ad-based-internet-is-about-to-collapse-what-comes-next-48e31d648a35> Un des articles en question questionne la pérennité du modèle actuel basé sur la publicité et fait référence à l'ouvrage de Tim Hwang, « *Subprime Attention Crisis: Advertising and the Time Bomb at the Heart of the Internet* » et à celui de Cory Doctorow, « *How to destroy surveillance capitalism* ».

³ https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_22_6423

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2022/2065/oj>

- L'état a commencé également à se resserrer sur les pratiques d'échappement des GTs à l'imposition, quoique le chemin sera ici long et complexe ; l'unanimité au sein de l'UE n'étant pas acquise, les projets sont freinés et il semble que cette fois-ci la solution pourra être mondiale.
- Les initiatives apparaissent de plus en plus pour de nouvelles approches non toxiques et/ou disruptives pour les moteurs de recherche et autres applications. La question de l'éthique de l'intelligence artificielle semble être devenu un thème prioritaire pour les chercheurs et les législateurs. Des applications d'intelligence artificielle, comme ChatGPT, pourrait redistribuer les cartes dans le marché numérique et offrir des opportunités pour des changements positifs, si des mesures sont prises pour en faveur de ces changements. Il existe à cet égard des lignes directrices générales sur le développement et l'utilisation de l'IA pour les pays de l'UE, qui sont accompagnées des stratégies nationales respectives mises en œuvre localement.
- Des amendes diverses et importantes ont été infligées par la Commission européenne et certains de ses pays membres à des GTs pour non-respect des règles de protection des données personnelles, pratiques monopolistiques et évasion fiscale, principalement⁵. L'effet de ces sanctions ne montre toutefois pas de revers majeur jusqu'à présent dans les finances de ces entreprises.
- Au-delà du continent européen, des progrès ont été réalisés ces dernières années dans une réglementation plus à jour et proactive pour le développement et l'utilisation d'applications basées sur les technologies de l'information dans les pays développés, tels que les États-Unis, le Japon et d'autres en Asie-Pacifique⁶. Il est frappant de constater à quel point la législation en cours de génération à Washington neutralise l'effet des lobbies des GTs au Capitole, en particulier après les interpellations au Sénat des PDG de ces entreprises⁷.
- La réglementation actuelle du développement et de l'utilisation des applications informatiques pour protéger les intérêts des citoyens et des nations a notamment atteint des sociétés importantes en Amérique latine et en Afrique. La question est montée à l'ordre du jour socio-politique des pays, bien que ses effets positifs soient encore en gestation.
- Une mention spéciale sur le fait que, dans plusieurs stratégies nationales de développement et d'utilisation des ressources basées sur les technologies de l'information, dont celle de l'Union européenne, ce qui est lié aux implications éthiques de ces applications soit explicitement traité⁸. Il convient également de noter que certaines de ces stratégies identifient des recommandations pour la formation des professionnels dans ce domaine qui les incitent à mener leurs activités dans le cadre de paramètres éthiques socialement convenus.
- Un indicateur intéressant pouvant être associé à l'étendue de la protection des droits des citoyens à l'ère numérique dans les pays qui prennent des mesures à cet égard semble être la maturité du développement des organisations de la société civile. C'est un événement qui semble se produire lorsque des organisations comme les universités et les ONG s'affranchissent des schémas d'analyse et de réflexion manichéennes et s'ouvrent à la réflexion sur des solutions innovantes et alternatives.

⁵ <https://www.reuters.com/technology/doj-poised-sue-google-over-digital-ad-market-dominance-bloomberg-news-2023-01-24/> Une référence à récente action du Département de Justice américain vers Alphabet, la maison mère de Google.

⁶ <https://oecd.ai/en/ai-principles> La OECD, par exemple, identifie les principes pour une utilisation de l'IA qui respecte les droits de l'homme et les valeurs démocratiques.

⁷ <https://www.bbc.com/news/technology-54721023> Facebook, Twitter and Google face questions from US senators

⁸ <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/library/ethics-guidelines-trustworthy-ai> Ethics guidelines for trustworthy AI

Évolutions négatives

- Comme pour le réchauffement planétaire, même si toutes les causes étaient surmontées aujourd'hui, un phénomène d'inertie ferait que les conséquences négatives continuent pendant un temps important avant que la situation ne se retourne. Tous les constats énumérés dans l'article de 2020 (fin du dialogue, *égomation*, entropie croissante de l'Internet...) non seulement restent vrais mais se sont amplifiés et répandus comme une tâche d'huile à toutes les couches de la société. Dans la tension éternelle entre le fond et la forme, le fond a touché le fond et la forme est en pleine forme...
 - Dans la vie médiatique et politique, le fond n'a plus aucune espèce d'importance : ce qui compte vraiment c'est la communication, c'est à dire la forme, et en passant toutes les institutions qui garantissent les fondements de la démocratie sont affaiblies. Un bon CV est plus important qu'un bon professionnel. Un bon avocat n'est plus vraiment celui qui fait gagner son client mais celui qui communique bien dans les médias pour expliquer pourquoi et comment la justice s'est trompée avec son client. Un dirigeant, politique ou d'entreprise, est évalué sur la qualité de sa communication, plus vraiment sur l'effectivité des politiques ou stratégies mises en œuvre. Un artiste est plus considéré en raison de la façon dont il gère sa production sur les réseaux sociaux que pour les critères esthétiques et créatifs de sa discipline. En parfaite cohérence avec le modèle d'affaire imposé dans l'Internet et dans les réseaux sociaux, ce qui importe c'est la qualité de la communication, le nombre de vues et de « j'aime » : la qualité et pertinence du message n'est plus vraiment un sujet.
 - Quand les faits ne sont plus têtus ce qui devient primordial c'est la communication sur les faits et il n'y a plus de limite et plus de nuance. Les échelles se raccourcissent : un mort est un massacre et deux morts un génocide. Même pour les causes les plus justes la communication justifie les moyens : un regard oblique est une agression sexuelle et une drague lourde est un viol. Les discussions au parlement sur les lois suivent le même modèle (« vous êtes un fasciste », « Président démission ») ainsi que les appréciations sur les institutions (« la police tue », « la loi est brutale. »)... La crispation s'installe et les tensions s'accroissent sans que les acteurs ne s'arrêtent pour se rendre compte qu'ils ont fait l'impasse sur les possibilités de dialogue, de négociation et d'accords qu'ils ont laissées derrière eux. Dans les systèmes démocratiques basés sur la représentation électorale, la plupart des manifestations, quel que soit le nombre de personnes mobilisés, en tous cas toujours très inférieur au nombre de votants qui ont placé la représentation en place, s'auto-élisent comme « le peuple », avec un sous-entendu de représentation absolue non négociable et donc un droit à décider supérieur aux représentants du peuple mis en place par des élections.
 - Ce qu'autrefois on appelait des « générateurs d'opinions » désormais, avec l'appui des réseaux sociaux, s'appellent des « influenceurs » et sont le plus souvent motivés par des gains publicitaires et soutenus par l'utilisation de bots qui multiplient fictivement leur pertinence. Le monde numérique est inondé de désinformation, d'informations banales et pseudo-scientifiques. Le critère de réussite qui opère dans ce domaine est que les contenus deviennent viraux, indépendamment de leur valeur propre et l'entropie de ce qui se voulait être une base de connaissance universelle continue de croître, le bruit invisibilisant encore plus le signal. La *découvrabilité* des contenus pertinents (pour échapper à la tyrannie publicitaire des moteurs de recherche) devient un thème prioritaire de recherche. Même Wikipedia, le temple de la connaissance universelle, avec une tendance parfois à privilégier les sources médiatiques aux sources scientifiques, prend le risque dans ces cas de se laisser emporter par le bruit ambiant.

- Dans un tel contexte la valeur refuge devrait rester la science et la méthode scientifique pour lesquels l'apparence est hors sujet, les faits sont prépondérants et les démonstrations exigent rigueur et répliquabilité. Malheureusement, alors que la crise du Covid aurait dû laisser la place d'honneur à une science réactive et capable d'apporter des solutions, c'est l'inverse qui s'est produit. Une étude réalisée en France par l'IFOP pour la Fondation Jean Jaurès, en partenariat avec Reboot⁹ apporte un constat absolument pathétique: 1/3 des jeunes seulement pense que la science apporte plus de bien que de mal, 2/3 des jeunes croient à au moins une des contre-vérités testées dans le sondage (la terre est plate, l'astrologie est une science, les pyramides égyptiennes ont été construites par des extra-terrestres, le créationnisme est la vérité contre la théorie de l'évolution de Darwin...).
- Tout cela souligne une fois de plus la conclusion de l'article initial : l'urgence absolue de la littératie numérique des jeunes dans sa composante informationnelle. Cela ne signifie pas pour autant que cet objectif doit être négligé dans d'autres secteurs de la population. La formation du citoyen numérique, dans sa capacité à être présent dans ces médias, discerner le vrai du faux, mais aussi à reconnaître ses droits dans la société numérique qui se structure autour des technologies de l'information et lui permettre de les faire valoir.
- Si l'on regarde du côté des régions où la démocratie n'est pas menacée puisqu'inexistante, la même inertie est à l'œuvre. La Chine a dépassé les pires schémas imaginables de Big Brother avec la reconnaissance faciale à l'œuvre de la naissance à la tombe et tente même avec la peur de la pandémie ou à l'étranger de prolonger la surveillance de ses citoyens. La Russie pousse avec un apparent succès l'audace *désinformationnelle* jusqu'à peindre une agression militaire décidée unilatéralement et totalement factuelle en défense contre une attaque, et cela malgré le fait que Wikipedia en russe¹⁰ rapporte les faits et n'est pas censuré ! Il ne suffit plus que les faits soient documentés dans un endroit libre de soupçon, le récit propagandiste sur les faits a le dernier mot face à un public non éduqué pour traiter les informations.

Depuis cette rencontre, un événement exceptionnel a envahi l'espace de l'information, impactant l'environnement bien au-delà des populations de professionnels de l'information : l'apparition de nouveaux outils de rupture apparus au milieu des développements de l'intelligence artificielle générative. Cette fois, il s'agit de ressources basées sur de grands modèles de langage (LLM), ChatGPT étant la première à être publiée par OpenAI, l'outil le plus connu d'une grande famille d'outils qui ne cesse de croître.

L'ère qui s'ouvre avec cette émergence historique et les questions éthiques complexes qu'elle soulève confirment les analyses et les mises en garde de l'article de référence et ses recommandations, notamment sur la nécessaire régulation des entreprises géantes du secteur et le soutien aux activités de sensibilisation destinées aux citoyens en général, ainsi qu'aux développeurs et utilisateurs de ces ressources.

Il est tout à fait unique, dans l'histoire de l'informatique, de voir les principaux promoteurs de nouveaux développements technologiques manifester publiquement leur inquiétude, voire leur angoisse, face aux éventuelles implications négatives de leurs produits et « crier » sur la nécessité de réguler leur propre création. Ce qui est discutable, c'est de proposer que la réglementation nécessaire soit définie uniquement par les grandes entreprises technologiques.

⁹ La mésinformation scientifique des jeunes à l'heure des réseaux sociaux (<https://www.jean-joures.org/publication/la-mesinformation-scientifique-des-jeunes-a-lheure-des-reseaux-sociaux/>)

¹⁰[https://ru-m-wikipedia-org.translate.goog/wiki/Вторжение_России_на_Украину_\(2022\)?_x_tr_sl=auto&_x_tr_tl=fr](https://ru-m-wikipedia-org.translate.goog/wiki/Вторжение_России_на_Украину_(2022)?_x_tr_sl=auto&_x_tr_tl=fr)

Il est également extrêmement significatif que [l'important travail de l'Université d'Elon](#), qui a interrogé plusieurs centaines d'experts du domaine sur leur vision de l'IA en 2040, montre les ratios suivants en termes de réponses (élaboration personnelle) :

Vision utopique du futur de l'IA d'ici 2040 : 15 %

Vision dystopique du futur de l'IA d'ici 2040 : 38 %

Vision ambivalente du futur de l'IA d'ici 2040 : 46%

Force est de constater que les experts en la matière réclament une régulation forte de leur secteur d'activité. Un point qui confirme que les secteurs académiques et de la société civile doivent être un élément pertinent des groupes de travail sur la régulation du développement et de l'utilisation de l'IA.